RENOVATION ET EXTENSION DE LA VOIRIE MARQUAGE ROUTIER

CREDIT-CADRE ANNUEL 2001

Préavis n° 171

Lausanne, le 7 septembre 2000

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 1'920'000 francs, dont 1'800'000 francs nécessaires à la couverture des frais de rénovation, d'adaptation et d'extension de la voirie et des espaces publics pour l'exercice 2001, et 120'000 francs destinés à la remise en état du marquage routier faisant suite à ces interventions.

2. Préambule

Conformément aux dispositions contenues dans la Loi sur les routes du 10 décembre 1991 (art. 3, 7, 20 et 56), la construction et l'entretien des routes communales et des routes cantonales en traversée de localité sont du ressort des communes territoriales. L'application des dispositions légales en la matière est dévolue, pour ce qui concerne la Ville de Lausanne, au service des routes et voirie de la Direction des travaux.

Dans le Plan directeur communal¹, des principes d'aménagement visant à améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des piétons ont été développés. Le crédit-cadre permet de financer la réalisation d'un certain nombre d'entre eux.

3. Exposé

Les travaux découlant de ces obligations, de natures très diverses, peuvent néanmoins être résumés en trois groupes principaux, à savoir :

- a) les travaux d'entretien ordinaires de la voirie, qui comprennent la pose d'enduits superficiels (goudronnage), le renouvellement des revêtements bitumineux sur chaussées et trottoirs, ainsi que la remise en état d'éléments tels que bordures, caniveaux, entourages d'arbres, barrières, etc. Ces opérations saisonnières sont facilement planifiables et ne posent pas de problèmes particuliers dans la mesure où leur financement est assuré chaque année par le budget de fonctionnement;
- b) les travaux importants de réalisations nouvelles et de reconstructions de voirie ou d'ouvrages d'art qui sont mis en oeuvre sur la base d'études et de programmes particuliers et pour lesquels les investissements font l'objet de demandes de crédits par la voie de préavis spécifiques;

¹ BCC 1995, tome II, rapport-préavis n°79, pp. 222 et ss

c) les travaux de rénovation et d'extension de voirie que l'on peut qualifier de moyenne à faible importance. Il s'agit notamment :

- des travaux d'adaptation et d'extension de voirie en relation avec des changements d'affectation du domaine public ou induits par des constructions privées, y compris les aménagements d'intérêt public sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire;
- des rénovations de voirie entraînées par des modifications ou des développements des réseaux des conduites industrielles et des collecteurs;
- des rénovations d'ouvrages d'art.

Le financement de ces travaux par le budget de fonctionnement n'est pas approprié car il ne s'agit pas d'entretien proprement dit, mais plutôt de rénovations et d'aménagements localisés. De plus, les chantiers chevauchent souvent deux années civiles et les montants mis en jeu dépassent le cadre usuel du budget.

En ce qui concerne le Service de la circulation, il a été constaté que nombre de chantiers et de nouveaux aménagements se font sans que les montants nécessaires au financement de ses prestations (remise en état du marquage routier) soient inclus dans les préavis ad hoc. De ce fait, ce service est dans l'obligation d'utiliser ses propres budgets d'entretien, ce qui à terme entraîne une dégradation des installations en place, faute d'un entretien périodique indispensable. Un crédit s'avère dès lors nécessaire pour assurer la couverture des frais occasionnés par cette situation.

Pour éviter une inflation de préavis, permettre une plus grande rapidité d'intervention en supprimant les délais d'obtention des crédits spécifiques et offrir la souplesse d'adaptation nécessaire face aux circonstances imprévisibles ou urgentes, la Direction des travaux et la Direction de la sécurité publique et des affaires sportives présentent une demande groupée de crédit annuel pour les rénovations, les adaptations et les extensions à réaliser.

4. Situation des crédits-cadres annuels ouverts au 31 août 2000

	Crédits votés fr.	Montants payés fr.	Montants finaux estimés fr.
Crédit 1998	1'800'000.-	1'685'229.-	1'697'000.-
Crédit 1999	1'800'000.-	1'570'758.-	1'716'000.-
Crédit 2000	1'800'000.-	388'099.-	1'800'000.-

5. Interventions prévues en 2001

L'ouverture des chantiers du service des routes et voirie est tributaire, entre autres, des travaux de canalisations entrepris par les services communaux, de la planification des chantiers de constructions privées, des décisions prises par le Comité des espaces publics quant à l'aménagement de la voirie, de la nécessité et de l'urgence de remettre en état, de renforcer ou de remplacer certains ouvrages.

a) Pour le service des routes et voirie

I.	<u>Réaménagement des espaces publics</u>	fr. 800'000.-
	trottoirs, places, îlots de sécurité, bastions, etc, y compris les aménagements sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire	
II.	<u>Travaux liés aux remplacements et extensions ordinaires des réseaux de conduites souterraines</u>	fr. 700'000.-
	les lieux d'intervention seront adaptés aux travaux financés par les crédits d'extension des Services industriels et du service d'assainissement	
III.	<u>Rénovation d'ouvrages</u>	fr. 300'000.-
	murs, ponts, ouvrages portuaires et divers	
	Total	<u>fr. 1'800'000.-</u>

b) Pour le service de la circulation

travaux de remise en état du marquage routier après interventions des différents services communaux intervenant sur la voirie **fr. 120'000.-**

Le montant de ces crédits figure au plan des investissements 2001-2004 pour un montant de 1'800'000 francs pour le service des routes et voiries et de fr. 120'000.- pour le service de la circulation

6. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 171 de la Municipalité, du 7 septembre 2000 ;
oui le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 1'920'000 francs pour couvrir, en 2001, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension de la voirie à raison de 1'800'000

francs pour le service des routes et voirie, ainsi qu'à la remise en état du marquage routier à raison de 120'000 francs pour le service de la circulation.

2. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatifs calculées en fonction des dépenses réelles, respectivement sous les rubriques 4200.390 et 4200.331 du budget de la Direction des travaux, service des routes et voirie, et respectivement sous les rubriques 2600.390 et 2600.331 pour la Direction de la sécurité publique et des affaires sportives, service de la circulation.
3. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées pour le service des routes et voirie.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :

Jean-Jacques Schilt

Le secrétaire :

François Pasche